

## La démocratie au secours du climat

A croire l'évolution du contenu des publications et conférences durant les derniers mois, nous pouvons comprendre que la prise de conscience des effets de l'Homme sur le climat se fait à grands pas. Il en va du « bien commun ».

Cependant, la prise de décision et la mise en pratique des mesures à prendre en conséquence semblent marquer le pas, ce que d'aucuns déplorent.

La première conclusion consiste à pointer l'insuffisance d'actions de l'Etat, bien sûr, puisque dans le modèle mental que nous avons, c'est, par définition, à l'Etat de prendre en charge le bien commun.

Il y aurait donc un biais entre la théorie et l'observation, où faut-il chercher l'erreur ?

Nous conviendrons de la singularité de ce qui est en train d'affecter le bien commun, à commencer par le fait que le bien commun dont on parle est sans frontière, et que ce qui est en cause c'est ce que nous, Occidentaux, avons (ou avons tenté de) largement partagé(er) sur la planète : l'économie libérale de marché et la démocratie.

Concrètement, il s'agit de notre capacité à jouir à la mesure de notre pouvoir d'achat, des artefacts offerts par une créativité qui a trouvé dans la substance technologique, notamment, (né par la révolution industrielle) un espace de prédilection aux ambitions infinies. Telle l'énergie d'un vortex, la dynamique de l'artefact créa le consommateur, qui créa l'artefact dans la spirale du marché déclarée vertueuse faisant intervenir un tiers producteur : l'entreprise. Premier résultat : allongement de l'espérance de vie à la naissance ! Le politique a accompagné cette envolée avec le pouvoir de chaque citoyen d'y prendre part par son bulletin de vote, premier symbole et acte de la démocratie. Un équilibre socio-économique s'est ainsi établi.

La prise de conscience en cours voit dans ce modèle, malgré ses bénéfices immenses, la cause de la perte à venir de notre Terre du fait de la surconsommation des ressources qu'il a entraîné, en particulier des énergies fossiles, et des émissions de CO2 qui conduisent à surchauffer la planète. Il s'en suit l'idée d'une remise en cause du modèle sur fond de quasi-panique des citoyens redevenus individus, voire simplement Hommes, retrouvant les bases premières de ce qui a fondé l'humanité : l'instinct de survie qui sauve l'espèce, avec les perspectives désordonnées qu'il évoque. Mais ce serait oublier le corollaire fondamental de cet instinct qui est la créativité qui donne à l'Homme sa capacité d'adaptation, propre à réhabiliter la notion « d'intelligence » pudiquement devenue « intelligence collective ».

Plutôt que « changer de modèle » ne faut-il pas simplement « penser autrement » ?

L'Etat Providence, dont nous avons gardé la trace (même fantasmée) dans nos réflexes de pensée depuis le Second Empire, celui par lequel tout pouvait advenir pour nous sauver des périls de nos vies, celui-là est désormais hors de portée, d'abord par le fait de la singularité de la problématique que nous rencontrons. Certes la fonction de l'Etat demeure d'organiser le collectif, mais l'ampleur du problème appelle une contribution de chacun au-delà de son bulletin de vote, si nous voulons préserver ce qui fait la richesse de nos vies : la liberté. Et ce n'est probablement pas en votations continues que les solutions émergeront.

Ce qui est en jeu c'est la responsabilité du citoyen dans ses actes à portée collective. Nous pourrions penser autrement l'acte démocratique, qui est l'expression de notre pouvoir de citoyen à déterminer le devenir du « bien commun », en considérant que l'expression de la démocratie déborde l'acte de voter (dont la valeur s'étiole au regard des participations constatées), pour s'affirmer aussi au travers de l'action de chacun au quotidien. L'émergence du « nouveau modèle », tout autant libéral que démocratique, sera le résultat de l'action de chacun dans le cadre fixé par l'Etat.

L'acte de consommer devient alors un acte civique répondant à de nouvelles valeurs, faites de sobriété pour sauver la planète d'un péril assuré, et par là l'expression d'une volonté fondamentalement démocratique de bâtir l'avenir.